

Ce que pense la Banque mondiale de l'économie algérienne

L'économie algérienne attend toujours la définition de la voie qu'elle doit suivre pour être en mesure de prendre en charge les énormes besoins des Algériens, et singulièrement l'emploi pour les plus jeunes d'entre eux et dont l'avenir se prépare maintenant.

Nous avons déjà eu l'occasion de souligner l'absence de projet économique dont souffre notre pays et surtout de rappeler que ce problème se pose depuis trop longtemps sans trouver à ce jour de réponse. Quelles en sont les causes ? Aucune explication à cette tare ne peut convaincre, le pays dispose de ressources financières, de ressources humaines qualifiées, d'expérience dans le développement économique... Tout se passe actuellement chez nous comme si de mauvais esprits bloquent, en ne sait pourquoi, toute la machinerie de l'Etat et découragent les volontés les plus tenaces de nos meilleurs entrepreneurs.

Le diagnostic de la situation économique a été fait maintes et maintes fois. Les remèdes et le schéma thérapeutique peuvent effectivement différer d'une «école» à une autre, mais ce que l'on n'arrive pas à expliquer, c'est cette absence de volonté de mettre tout sur la table, de délibérer, de trancher et décider, et se mettre au travail !

Le diagnostic établi par la Banque mondiale peut constituer une base de réflexion et de débat sur ce qu'il y a lieu de faire et surtout de ne pas faire. Nous pouvons, en effet, à partir de ce diagnostic, dont on connaît les options idéologiques qu'il faut «déflater», évaluer les perspectives économiques de notre pays et définir une démarche de reconstruction réaliste et concrète.

Quelle évaluation fait la Banque mondiale de l'économie algérienne ?

L'institution financière mondiale commence par identifier ce qu'elle considère comme les principaux handicaps de l'économie algérienne.

Elle en dénombre cinq :

1/ Les secteurs hors hydrocarbures manquent de dynamisme et certains d'entre eux sont en déperdition.

2/ La productivité globale des facteurs est faible (y compris en comparaison à celle des pays voisins).

3/ La performance de l'économie algérienne dépend fortement de celle du secteur des hydrocarbures, secteur instable et volatile.

4/ La poursuite incessante de financement budgétaire d'entreprises publiques structurellement déficitaires réduit considérablement les ressources disponibles pour les entreprises privées et pour les autres secteurs (effet d'éviction).

5/ L'économie algérienne souffre d'un mauvais climat des affaires. Cette évaluation est juste. Elle est incontestable et a été maintes fois établie. La Banque mondiale en tire une première conclusion : la gestion macro-économique à moyen terme est bien difficile en Algérie.

Dans ce sens, il y a lieu de signaler le plus gros problème auquel doit faire face l'Algérie et qui est celui de la «soutenabilité budgétaire à long terme» : d'énormes dépenses d'investissements publics ont été engagés. Ces investissements vont générer des coûts de maintenance, d'entretien et de fonctionnement récurrents ; la masse des salaires de la Fonction publique est appelée à augmenter sous l'effet des recrutements et de la création de nombreux nouveaux postes de travail.

Comment gérer la nature épuisable des hydrocarbures et conséquemment la non-pérennité des ressources financières de l'Etat face à la forte pression qu'exercera sur la dépense publique, une demande sociale explosive.

Dans un tel contexte, les politiques macro-économiques préconisées par la Banque mondiale sont connues. Elles ont pour principal objectif de gérer la volatilité des recettes des hydrocarbures en surveillant les

dépenses publiques et en faisant fructifier les excédents des recettes d'exportation des hydrocarbures dégagés en période favorable. On retrouve là le Fonds de stabilisation des recettes et les placements financiers des excédents que l'Algérie pratique ces dernières années.

Ces instruments sont censés permettre à l'Algérie d'assurer à long terme et de manière régulière un niveau de dépenses défini rigoureusement. Pour la Banque mondiale, la politique de «stop and go», suivie jusqu'à présent par l'Algérie et qui consiste pour l'Etat à investir en période faste et à contrôler rigoureusement la dépense en période défavorable, n'est pas la bonne démarche. Pour la Banque mondiale, la «règle d'or» est d'assurer la stabilité budgétaire.

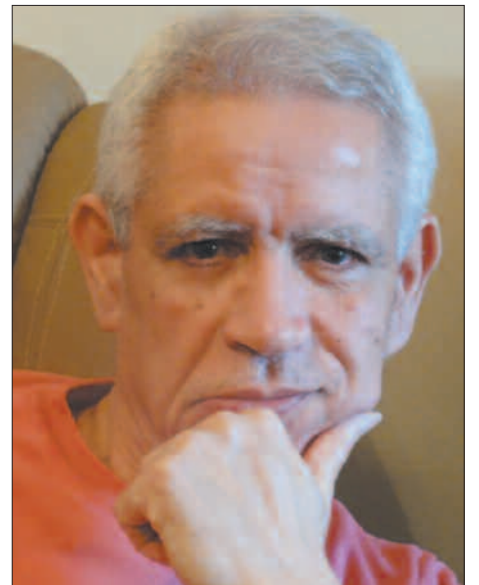
La politique économique à suivre doit impérativement respecter la contrainte budgétaire et «une saine gestion budgétaire consiste à épargner une partie des flux épuisables des revenus afin de préserver la consommation des générations futures après l'épuisement des recettes d'hydrocarbures».

Ce passage extrait du document de la Banque mondiale est tout à fait significatif de la logique orthodoxe de cette institution : l'avenir des générations futures est assuré non pas par l'investissement mais par l'épargne thésaurisée !

Cette politique macro-économique prudente doit être accompagnée, selon la Banque mondiale, par une forte impulsion des secteurs hors hydrocarbures à qui il revient de tirer la croissance pour les années à venir. Cela exige un bon climat d'investissement, une meilleure compétitivité internationale.

C'est le secteur privé qui doit jouer le rôle central et l'Etat doit le stimuler par des réformes structurelles rendues aujourd'hui possibles grâce aux ressources financières disponibles.

Compétitivité, diversification et croissance économique sont les



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

mots-clés de la stratégie à moyen terme que préconise la Banque mondiale pour notre pays. Il s'agit de travailler à faire de l'économie algérienne une économie exportatrice de biens manufacturés et de services. Seul le secteur privé soutenu par l'Etat peut gagner cette bataille.

Est-ce que la politique économique actuelle du gouvernement algérien va dans ce sens ? Et est-ce qu'elle doit aller dans ce sens ? Question on ne peut plus cruciale aujourd'hui plus qu'hier. Les économistes orthodoxes de notre pays, et il y en a, sont pour le respect de la «règle d'or» de l'équilibre budgétaire, et les mots austérité et rigueur ne leur font pas peur. Au contraire, c'est là que résident les conditions des succès à venir.

Le gouvernement, pour sa part, a aussi à gérer les mouvements de rue, la recherche de légitimité. Il cherche à concilier efficacité économique et solidarité sociale, investissements productifs et transferts sociaux, croissance économique et politique sociale. Il n'y arrive pas encore, avance puis recule, tâtonne, hésite et tout cela a un coût qui risque de devenir ingérable.

A. B.

SYRIE : L'ARRANGEMENT AVEC LE DIABLE

Le terrorisme bon à prendre, à ne pas dénoncer

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Un consensus médiatico-politique se tisse en Syrie et consiste à ne plus dénoncer le terrorisme qui s'y pratique à grande échelle, barbare, sauvage.

Aveugle, touchant tout et tous.

De paisibles citoyens à Alep aux commerçants de Damas, en passant pas une foultitude de cibles civiles, là des femmes dans des quartiers chrétiens, ici des jeunes discutant, apeurés et inquiets de l'avenir de leur pays, les actes de destruction citoyenne massive vont crescendo dans ce pays. Ni les USA, ni le Royaume-Uni, ni la France, ni les auto-proclamés «communauté internationale» ne pipent mot. Tout se déroule comme si la barbarie est bonne à prendre en pays omeyyade pourvu qu'elle nuise à Bachar Al Assad et qu'elle participe au démantèlement de son régime. Comme le système mis en place par Hafedh, le père, et rigoureusement perpétué par le fils, Bachar, s'avère solide et résiste, on laisse faire et souvent en

actionne le terrorisme islamiste, prêt à foncer, tête baissée, contre un pouvoir «laïque», donc pas bon.

D'où cette complicité doctrinale et effective entre les intérêts des uns et des autres.

Les preuves, néanmoins, existent qui prouvent que la Syrie fait face à une coalition dont l'avant-garde, le bras armé, est le mouvement terroriste international. Les barbus destructeurs ne se privent, d'ailleurs, pas, pour le proclamer ouvertement dès qu'on les sollicite, qu'on leur donne la parole. *El Jazeera*, qatarie, réactionnaire et engagée à mort contre la Syrie n'arrive plus à bien gérer cette donne et tente, tant bien que mal, à «diversifier» l'opposition à Bachar Al Assad. Sur les plateaux, des laïques BCBG, des Syriens «normaux», des non barbus, des modernes s'expriment qui de Londres, qui de Paris, qui de Beyrouth, font leur apparition pour que les anti-Assad, donnant l'impression du nombre, fassent la diversité, le pluralisme.

Tout cela, c'est du pipeau, bien évidemment. Si

tombe Assad, seul l'islamisme avec ses deux piliers, djihadiste et wahabite, en sortira vainqueur, et la Syrie empruntera le chemin de l'Irak. Il en sortira un éclatement du pays, du confessionnalisme à gogo, une reconfiguration de l'espace géographique. D'un mot, de Syrie, il n'y en aura plus. A la place, des entités, au moins trois.

Eparses, divisées. Eclatées. Chiite, sunnite et kurde. A côté, une multitude d'ethnies, de religions, de confessions et de cultures errant comme des âmes en peine, tantôt réprimées, tantôt tolérées, vivant et sans réelle assurance pour une existence pérenne, pleine, sans stress.

Le pacte du diable est déjà opérationnel. Regardez l'Irak, le Liban et demain l'Egypte.

Pour que le casting se déroule dans le timing et les conditions voulus, l'on ne dénonce pas les actes terroristes qui se déroulent quotidiennement là-bas, en Syrie, dans le pays de Assad.

A. M.